

**Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine
(AVAP) du Site Patrimonial Remarquable du
PAYS DE POUZAUGES (85)**

RÈGLEMENT

TITRE 1 :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES



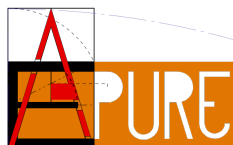
DOSSIER ARRÊTE le :

CdC du Pays de Pouzauges – Maison de l'Intercommunalité
La Fourrière - 85 700 POUZAUGES

☎ 02 51 57 14 23 - 📠 02 51 57 15 02

✉ contact@paysdepouzauges.fr

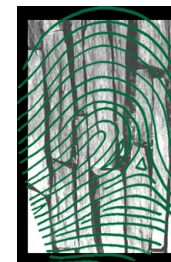
🌐 <https://www.paysdepouzauges.fr/fr/contact>



Gilles Maurel – Architecte du Patrimoine
91 Rue d'Angiviller – 78 120 - RAMBOUILLET

tel : 01 34 85 59 58 - fax : 01 34 85 69 36 - courriel : maurel.g@wanadoo.fr

Vu pour être annexé à la délibération,
Monsieur le Président :



Eric ENON // Atelier de l'Empreinte
Paysagistes concepteurs

6 rue des Anémones
17000 LA ROCHELLE
Tél 05.46.41.91.81
Mail ericenon@yahoo.fr

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
<u>T-I ARTICLE 1.</u> FONDAMENT LEGISLATIF	6
<u>T-I ARTICLE 2.</u> CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL.....	6
<u>T-I ARTICLE 3.</u> CONTENU DU DOSSIER DE L'AVAP	7
<u>T-I ARTICLE 4.</u> PORTEE JURIDIQUE	7
<i>T-I- 4.1 Le régime des déclarations</i>	<i>7</i>
<i>T-I- 4.2 Les effets de la création de l'AVAP.....</i>	<i>8</i>
<i>T-I- 4.3 La consistance de l'AVAP.....</i>	<i>10</i>
<u>T-I ARTICLE 5.</u> CONTROLE DE L'ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE.....	12
<u>T-I ARTICLE 6.</u> DECLARATION DE DECOUVERTE DE VESTIGES ARCHEOLOGIQUES	13
<u>T-I ARTICLE 7.</u> ARCHITECTURE CONTEMPORAINE & CREATION ARCHITECTURALE, DEVELOPPEMENT DURABLE	13
<u>T-I ARTICLE 8.</u> MODIFICATION DE L'AVAP	14
<u>T-I ARTICLE 9.</u> MODE D'EMPLOI POUR L'UTILISATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT (TITRES 2 & 3).....	14

T-I ARTICLE 1. FONDEMENT LEGISLATIF

Cadre législatif et réglementaire (dispositions transitoires)

En vertu de l'article 114 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), les AVAP deviennent, *au jour de leur création, des sites patrimoniaux remarquables, au sens de l'article L. 631-1 du code du patrimoine. En conséquence, leur règlement est applicable dans les conditions prévues au III de l'article 112 de la loi LCAP.*

Toutefois, l'article 114 II. de la loi LCAP prévoit que les AVAP dont l'élaboration a été engagée avant son entrée en vigueur se trouveront soumises provisoirement à des dispositions transitoires : *« II. – Les projets d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la présente loi sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du code du patrimoine, dans leur rédaction antérieure à la présente loi. »*

En conséquence, la présente AVAP est soumises aux prescriptions suivantes :

- La loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 (loi ENE dite « Grenelle II » portant engagement national pour l'environnement) introduisant dans son article 28 les articles L.642-1 à L.642-10 du Code du Patrimoine, et le décret d'application n°2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- Les livres VI (parties législative et réglementaire) du Code du Patrimoine concernant les Monuments Historiques, sites et espaces protégés, et en particulier :
 - * Les articles L621-1 et suivants concernant les immeubles protégés au titre des Monuments Historiques, ancienne loi du 31 décembre 1913 ;
 - * Les articles L642-1 et suivants (version en vigueur du 14/07/2010 au 06/07/2016 du Code du Patrimoine) concernant la création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
 - * Les articles L632-1 et D632-1 du chapitre 3 du titre III du livre VI concernant les régimes de travaux applicables aux immeubles situés dans un Site Patrimonial Remarquable
 - * Les articles L633-1 et D633-1 du chapitre 3 du titre III du livre VI concernant les dispositions fiscales applicables aux propriétaires d'immeuble situé dans un Site Patrimonial Remarquable
- Les livres V (parties législative et réglementaire) du Code du Patrimoine concernant l'Archéologie et plus particulièrement les Titres II et III traitant de l'Archéologie préventive et des découvertes fortuites ;
- Le livre V titre VIII du Code de l'Environnement concernant la protection du cadre de vie et précisément sur les publicités, enseignes et pré-enseignes (articles L 581-1 et suivants et les articles R581-1 et suivants) ;
- Le livre IV du Code de l'Urbanisme qui définit le régime d'autorisation applicable aux constructions, aménagements et démolitions ;
- Les articles L341-1 et suivants du Code de l'Environnement sur les « monuments naturels et sites ».
- Les articles R511-1, et suivants, du Code de la Construction et de l'Habitation (Livre V, Titre 1er : Bâtiments menaçant ruine) pour la démolition totale d'un immeuble
- L'article L1331-28 du Code de la Santé Publique pour la démolition totale des immeubles à usage d'habitation déclarés insalubres à titre irrémédiable.

T-I ARTICLE 2. CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

L'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) s'applique pour gérer le Site Patrimonial Remarquable (SPR) défini sur le territoire du « Pays de Pouzauges ». Le périmètre du SPR est délimité sur le(s) document(s) graphique(s) joint(s) dans le dossier de l'AVAP. Suivant l'Article 114 de la loi 2013-925 du 7

juillet 2016 : « *Au jour de leur création, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine deviennent des sites patrimoniaux remarquables, au sens de l'article L. 631-1 du code du patrimoine, et leur règlement est applicable dans les conditions prévues au III de l'article 112 de la présente loi.* »

T-I ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE L'AVAP

Conformément à l'article L. 642-2 du code du patrimoine, le dossier relatif à l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) comprend les documents suivants :

- Un rapport de présentation des objectifs de l'AVAP auquel est joint le diagnostic,
- Un règlement (le présent document), comprenant des prescriptions relatives à la qualité la conservation et à la mise en valeur du patrimoine bâti et non bâti,
- Et un document graphique faisant apparaître le périmètre de l'aire, une typologie des constructions, les immeubles protégés, bâtis ou non, dont la conservation est imposée et, le cas échéant, les conditions spéciales relatives à l'implantation, à la morphologie et aux dimensions des constructions,

T-I ARTICLE 4. PORTEE JURIDIQUE

T-I- 4.1 Le régime des déclarations

Dans le périmètre de l'AVAP, les travaux de construction, de transformation et de modification de l'aspect des immeubles, y compris pour le second œuvre, ou, leur démolition totale ou partielle et les travaux modifiant l'aspect des espaces extérieurs privés ou de l'espace public (déboisement, aménagements paysagers, travaux de voiries, etc...) sont soumis à autorisation préalable (Article L632-1 du Code du patrimoine).

L'autorisation est accordée par l'autorité compétente en matière d'urbanisme (le Maire ou son représentant), après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. L. 632-2 du code du patrimoine).

L'autorisation est délivrée :

- soit **dans le cadre de procédures d'autorisation d'occupation du sol réglementées par le Code de l'Urbanisme** sous forme de permis de construire, permis d'aménager, déclaration préalable et permis de démolir, ces autorisations valant accord au titre de l'AVAP,
- soit pour des travaux **non soumis à autorisation au titre du Code de l'urbanisme** (antennes, paraboles, conduits de fumée, climatiseurs, abattage d'arbre, plantations, déboisements, etc...) : sous forme d'autorisation spéciale.

Les dossiers de demande d'autorisation pour des travaux **non soumis à autorisation du Code de l'urbanisme** dans un Site Patrimonial Remarquable (SPR) sont assimilés aux dispositions du régime des travaux en abords de Monument Historique (Article D632-1 du Code du Patrimoine). Les dossiers comporteront l'ensemble des renseignements mentionnées aux articles R621-96 et suivants du Code du Patrimoine, et, plus précisément, les pièces citées à l'article R621-96-3, à savoir :

« *Le dossier joint à la demande d'autorisation comprend :*

- a) Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ;*
- b) Un plan permettant de connaître la situation du terrain à l'intérieur de la commune ;*
- c) Un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures, la végétation et les éléments paysagers existants et projetés lorsque les travaux portent sur l'aménagement ou la modification du terrain ;*
- d) Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et dans le paysage lointain. »*

T-I- 4.2 Les effets de la création de l'AVAP

La création d'une AVAP induit des effets sur les autres réglementations relatives à l'occupation des sols.

a) Abords des monuments historiques

Les servitudes d'utilité publique (SUP) de type AC1 sont suspendues dans l'emprise du SPR.

b) Archéologie

La création de l'AVAP n'impacte aucunement les opérations archéologiques autorisées et contrôlées par l'Etat. Voir aussi l'article 6 du présent titre.

c) Arrêtés de péril

Avant d'ordonner la réparation ou la démolition d'un immeuble menaçant ruine en application de l'article L.511-2 du Code de la Construction, l'autorité compétente en matière de péril sollicite l'avis de l'architecte des Bâtiments de France dans les cas où cet immeuble est situé dans le périmètre d'une AVAP (Article R511-2 du Code de la Construction). L'avis est réputé émis en l'absence de réponse dans le délai de quinze jours.

d) Camping et caravanage

Le camping et le stationnement des caravanes **sont interdits** sur le territoire de l'AVAP, sauf :

- autorisation exceptionnelle du Maire (ou de son représentant) et accord de l'ABF,
- sur les terrains des établissements existants, à la date d'approbation de l'AVAP, destinés à ce type d'exploitation professionnelle.

e) Permis de démolir

En vertu des articles L. 421-13 et R. 421-28-a du code de l'urbanisme, le permis de démolir est exigé pour les démolitions devant intervenir dans les zones de protection et notamment dans les sites patrimoniaux remarquables. Comme le permis de construire, le permis de démolir est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Le permis de démolir, comme le permis de construire, s'étend à tous les types d'ouvrages (bâtiments, croix, puits, clôtures, ponts, digues, etc...). L'instruction du permis de démolir, du permis de construire comprenant des démolitions devra prendre en compte les résultats de l'inventaire contenus dans l'étude de l'AVAP.

Si, de manière exceptionnelle, des travaux de démolition d'un élément du patrimoine porté à être conservé sur le document graphique de l'AVAP sont demandés, une analyse technique dûment argumentée devra être fournie par le pétitionnaire. La Commission Locale de l'AVAP sera consultée avant toute décision du service instructeur.

f) Plan de prévention des risques prévisibles

Les dispositions qui seraient prises dans le cadre d'un plan de prévention des risques (mesures : de prévention, de protection et de sauvegarde) doivent être rendues compatibles avec les dispositions de l'AVAP (mesures : de protection, de conservation, de mise en valeur).

g) Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

Les prescriptions de l'AVAP constituent une **servitude d'utilité publique**. Elles s'ajoutent aux dispositions du PLUi et dans le cas de dispositions différentes, **c'est la règle la plus contraignante qui s'applique**.

h) Publicité, enseignes et préenseignes

La définition de chaque type correspond à l'Article L581-3 du Code de l'Environnement :

- « 1° Constitue une **publicité**, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image, destinée à informer le public ou à attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images étant assimilées à des publicités ;
- 2° Constitue une **enseigne** toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ;
- 3° Constitue une **préenseigne** toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée. »

En l'absence de RLP (ou RLPi), dans le périmètre de l'AVAP, et, qu'elles soient posées en espace public ou privé :

- Toute **publicité** est **interdite** (Articles L581-7 et L581-8 du code de l'environnement),
- Les **préenseignes** sont **interdites** (Article L581-19 du code de l'environnement qui renvoie aux dispositions régissant la publicité, publicité interdite dans l'AVAP),
 - sauf pour les **préenseignes « dérogatoires »** prévues au 3^e alinéa de l'article L581-19 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions contenues dans les articles R581-66 et R581-67 du même code, et
 - sauf pour les **enseignes temporaires**, ou les **préenseignes temporaires**, visées aux articles L581-20 et R581-68 à R581-71 du code de l'environnement.
- Toutes les **enseignes** (suivant le 3^e alinéa de l'article L581-18 du code de l'environnement), les **préenseignes temporaires** et les « **préenseignes dérogatoires** » (suivant l'article L581-6 du code de l'environnement) **sont soumises à autorisation préalable de l'autorité compétente**, après avis de l'architecte des bâtiments de France ; les modalités administratives sont décrites dans les articles L581-21 et R581-6 à R581-21 du code de l'environnement.
- Les **enseignes** doivent respecter, en application de l'article L581-18 du code de l'environnement, les prescriptions des articles R581-58 à R581-65 du même code.

Suivant l'article R581-53 du code de l'environnement, **les bâches de chantier** — ce sont les bâches comportant de la publicité qui sont installées sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux —, **et les bâches publicitaires sont interdites** dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants, et, hors agglomération, dans les zones visibles ... d'une voie publique (la notion de voie publique est définie à l'article R581-1 du code de l'environnement), ou, dans les cas prévus par l'article R418-7 du code de la route.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, dont les emplacements sont déterminés par arrêté municipal, et qui respectent les dispositions des articles L581-13, L581-16, L581-17, et, R581-2 à R581-5 du code

de l'environnement. Elles ne s'appliquent pas, non plus, au mobilier urbain et aux abris destinés au public, sous réserves du respect des prescriptions des articles R581-42 à R581-47 du code de l'environnement.

i) Sites inscrits ou classés (au titre du Code de l'Environnement) et monuments historiques (au titre du Code du Patrimoine)

Il n'existe ni site inscrit, ni site classé, au titre du Code de l'Environnement sur le territoire du PAYS DE POUZAUGES.

Les dispositions du présent règlement n'affectent pas les modalités particulières concernant les travaux entrepris sur les Monuments Historiques inscrits ou classés. La liste des monuments historiques, situés dans les communes du PAYS DE POUZAUGES, est annexée au dossier du PLUi.

L'institution d'une AVAP n'a aucune incidence sur les édifices classés ou inscrits au titre des MH et qui sont situés à l'intérieur de la zone. Les travaux effectués sur ces édifices restent soumis au régime spécifique d'autorisation ou de déclaration spéciale.

j) Voirie

Les servitudes d'alignements, élargissements des voies, emplacements réservés au PLUi pour l'élargissement des voies portant atteinte aux immeubles existants protégés par l'AVAP, ou à des parties de voie situées entre ces immeubles protégés, sont supprimés.

T-I- 4.3 La consistance de l'AVAP

T-I- 4.3.1 Périmètre de l'AVAP

La délimitation de l'AVAP résulte des analyses historiques, urbaines, architecturales et paysagères exposées dans le rapport de présentation et présentées aux membres de la commission locale. Le périmètre est délimité par la somme des emprises de chaque secteur. Le périmètre de l'AVAP détermine le périmètre du Site Patrimonial Remarquable (Article L631-1 et suivants du Code du Patrimoine) pour la communauté de communes du PAYS DE POUZAUGES.

T-I- 4.3.2 Division du territoire en secteurs

Le périmètre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine intercommunale (AVAP) du PAYS DE POUZAUGES comprend 3 secteurs qui sont délimités par des pointillés sur le plan de Zonage et repérés par la lettre S accompagnée de deux autres caractères les identifiant (une lettre et un nombre) et par leur nom.

Ces 3 secteurs sont définis comme suit :

- Les secteurs à dominante bâtie — lettre **S** accompagnée de la lettre **U** (Urbain) et des chiffres **1** ou **2** — :
 - Les tissus urbains historiques dense : les centres anciens de POUZAUGES et du VIEUX-POUZAUGES, et, sur la commune de SEVREMONT les centres anciens de LA FLOCELLIÈRE et de LA POMMERAIE-SUR-SÈVRE : secteur **SU1**
 - Les tissus urbains moins denses et plus récents des faubourgs situés en périphérie des secteurs historiques (de POUZAUGES et du VIEUX-POUZAUGES, et, sur la commune de SEVREMONT, les faubourgs de LA FLOCELLIÈRE et de LA POMMERAIE-SUR-SÈVRE), et, les bourgs dont les dispositions urbaines du cadastre Napoléonien étaient peu denses mais présentant des éléments à protéger (de CHÂTELLIERS et de CHÂTEAUMUR) : secteur **SU2**
- Les secteurs à dominantes naturelles et agricoles, ou ceux présentant des potentiels archéologiques importants — lettre **S** accompagnée de la lettre **P** (Paysage) :

- Les espaces agricoles et naturels (non bâtis ou peu constructibles) protégés comme héritage historique, identifiés pour leurs intérêts lors de la formation du territoire, formant des ensembles cohérents avec les bourgs : secteur **SP**

T-I- 4.3.3 Repérage des éléments du patrimoine existant à protéger

Indépendamment des secteurs et des prescriptions qui s'y appliquent, l'AVAP distingue plusieurs catégories de protection du patrimoine bâti, urbain et paysager (représentées sur le plan de zonage).

Pour l'AVAP du PAYS DE POUZAUGES, ces éléments se répartissent comme suit :

A - Les immeubles existants au jour de l'approbation de l'AVAP, repérés au titre de l'architecture :

1/ Les immeubles **Remarquables** protégés par l'AVAP



2/ Les immeubles **d'Intérêt** protégés par l'AVAP



3/ Les immeubles **d'Accompagnement** protégés par l'AVAP



4/ Les immeubles **à Insérer** à traiter au titre de l'AVAP



5/ Les immeubles existants **sans qualification**

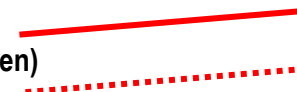


B - Les éléments existants repérés au titre de « petit patrimoine » :

1/ Les **objets** ou les **éléments de facture patrimoniale**, protégés par l'AVAP



ou les **clôtures (murs de soutien)**



C - Les éléments urbains protégés :

Les rues, ruelles, places à mettre en valeur au titre de l'AVAP



D - Les éléments paysagers :

Les Arbres isolés, protégés



Les Alignements d'arbres, protégés



Les Parcs et Jardins d'agrément, protégés



Les Points de Vue, protégés



T-I- 4.3.4 Indépendance des règles relatives aux secteurs et aux éléments protégés

Le titre 2 du règlement de l'AVAP détaille les prescriptions applicables aux éléments repérés et protégés du patrimoine (voir § T-I 4.3.3. ci-dessus). Les interventions sur les immeubles existants protégés, les éléments existants repérés au titre du petit patrimoine et les éléments paysagers protégés doivent respecter uniquement toutes les prescriptions contenues dans les **articles du titre 2**. Les règles du titre 3 ne s'appliquent pas à ces éléments protégés.

Pour les immeubles existants – sans qualification – (et/ou objets existants) qui ne sont pas identifiés comme « éléments protégés du patrimoine », ainsi que pour les nouvelles constructions, et, pour les extensions qui ne viennent pas masquer les éléments d'architecture ou de modénature caractérisant un immeuble protégé et/ou venant perturber la lecture de sa volumétrie originelle, c'est le **titre 3 du règlement de l'AVAP** qui détaille les prescriptions applicables dans chaque secteur considéré.

Dans le cas exceptionnel d'une divergence entre la règle liée au secteur et celle liée à un élément spécifique repéré sur le plan, **c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.**

T-I ARTICLE 5. CONTROLE DE L'ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE

Les prescriptions contenues dans l'AVAP définissent un cadre général à l'exercice du pouvoir d'appréciation de l'architecte des bâtiments de France (A.B.F.) et après lui, de l'Autorité compétente en matière d'urbanisme (le maire ou son représentant) pour délivrer l'autorisation d'urbanisme.

Aucune modification de l'aspect extérieur des immeubles nus ou bâtis situés à l'intérieur d'une AVAP (transformation, construction nouvelle, démolition, déboisement) ne peut être effectuée sans l'accord de l'architecte des bâtiments de France, qui vérifie la conformité du projet avec les dispositions réglementaires de l'AVAP.

Prérogatives laissées à l'appréciation de l'ABF : Les investigations lors de l'étude de l'AVAP n'ont pas pu évaluer les qualités patrimoniales de tous les immeubles bâtis existants qui sont matérialisés par la légende « sans qualification » dans le document graphique, soit en raison de leur situation dans des cœurs d'îlot, soit en raison de leurs aspects extérieurs apparents peu valorisés. Ces immeubles étant situés dans des secteurs urbains historiques peuvent néanmoins présenter des caractères patrimoniaux non identifiés lors de la phase de qualification. Dans le cadre légal de leur contrôle l'architecte des bâtiments de France et le Maire peuvent imposer conjointement que les immeubles « sans qualification », qui présenteraient des caractères typologiques, traditionnels ou patrimoniaux, respectent, à minima, les mêmes prescriptions que les immeubles d'**Accompagnement** protégés de l'AVAP.

T-I ARTICLE 6. DECLARATION DE DECOUVERTE DE VESTIGES ARCHEOLOGIQUES

L'AVAP n'apporte pas de modifications aux textes en vigueur en matière de protection du patrimoine archéologique.

La législation sur les découvertes archéologiques fortuites qui s'applique à l'ensemble du territoire communal: articles L.531-14 à L.531-16

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le dépositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité.

L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation. » Article L531-14 du Code du Patrimoine

Contact pour déclarer les découvertes : Drac Pays de la Loire - 1 Rue Stanislas Baudry, 44000 Nantes - Téléphone : 02 40 14 23 00

Utilisation de détecteurs de métaux

Conformément à l'article L 542-1 du code du patrimoine, « nul ne peut utiliser du matériel permettant la détection d'objets métalliques, à l'effet de recherche de monuments et d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans avoir au préalable, obtenu une autorisation administrative ».

T-I ARTICLE 7. ARCHITECTURE CONTEMPORAINE & CREATION ARCHITECTURALE, DEVELOPPEMENT DURABLE

Article 1, Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture

« L'architecture est une expression de la culture.

La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. Les autorités habilitées à délivrer le permis de construire ainsi que les autorisations de lotir s'assurent, au cours de l'instruction des demandes, du respect de cet intérêt. »

L'architecture contemporaine n'est possible qu'en cas d'insertion harmonieuse dans un tissu dense et qualifié. Les nouvelles constructions et extensions d'expression contemporaine doivent être cohérentes avec leur environnement architectural, urbain et paysager. Ces projets doivent rappeler les constructions traditionnelles protégées avoisinantes, notamment sur les volumétries, les gabarits, la composition des façades.

La construction architecturale contemporaine est un acte de création argumenté et justifié, qui nécessite le recours à un professionnel spécialisé et habilité à l'exercer. Les projets peuvent être refusés s'ils sont de nature à remettre en cause ou à appauvrir l'identité des lieux dans lesquels ils s'inscrivent, et, s'ils ne sont pas clairement justifiés et argumentés dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme

T-I ARTICLE 8. MODIFICATION DE L'AVAP

Elles sont régies par les articles 112 et 114 de la loi n°2016-925 du 7 Juillet 2016 (loi LCAP : Liberté de la Création, Architecture et Patrimoine)

Le règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager applicable avant la date de publication de la présente loi continue de produire ses effets de droit dans le périmètre du site patrimonial remarquable jusqu'à ce que s'y substitue un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine.

Le règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine peut être modifié lorsqu'il n'est pas porté atteinte à ses dispositions relatives à la protection du patrimoine bâti et des espaces.

Cette modification est prononcée par l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après enquête publique réalisée dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, après consultation de l'architecte des Bâtiments de France et après accord du représentant de l'Etat dans la région.

T-I ARTICLE 9. MODE D'EMPLOI POUR L'UTILISATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT (TITRES 2 & 3)

L'utilisation du règlement de l'AVAP s'effectue de la manière suivante :

1. Si l'objet sur lequel porte la demande d'autorisation d'urbanisme est un **objet existant** (immeuble bâti ou non bâti, objet bâti d'accompagnement d'un immeuble, espace urbain ou paysager, élément végétal, etc...), il est nécessaire de vérifier sur le document graphique si cet objet est :

- Un « **élément du patrimoine** » protégé (et son degré de hiérarchie pour les immeubles bâtis) suivant les éléments listés au § T-I- 4.3.3. de l'Article 4 ci-dessus (sauf les immeubles du A-5^e de cet article : les immeubles sans qualification), et de respecter les prescriptions du **titre 2** du règlement,
- Un objet non repéré par l'AVAP (compris les immeubles du A-4 et A-5 du § T-I- 4.3.3. de l'Article 4 ci-dessus) pour lequel ce sont les prescriptions du **titre 3** du règlement qui s'appliquent en fonction du secteur dans lequel se situe l'objet de la demande. Les prescriptions du PLUi, pour le secteur considéré, doivent aussi être respectées, en supplément, si elles existent.

2. Si l'objet sur lequel porte la demande d'autorisation d'urbanisme est **inexistant** (nouvelle construction, nouvel aménagement, nouvelle clôture, nouvelle plantation, etc...) ce sont les prescriptions du **titre 3** du règlement qui s'appliquent en fonction du secteur dans lequel se situe la création envisagée. Les prescriptions du PLUi, pour le secteur considéré, doivent aussi être respectées, en supplément, si elles existent.

3. Pour l'**extension** d'un immeuble existant les prescriptions du **titre 3** sont applicables, en respectant, pour l'extension en adossement à un immeuble protégé repéré du patrimoine (ceux listés au § 4.3.3 de l'Article 4 ci-dessus), les dispositions de l'article T-II- **1.2.1** du titre 2. Les prescriptions du PLUi, pour le secteur considéré, doivent aussi être respectées, en supplément, si elles existent.



Schéma de principe pour l'utilisation du règlement de l'AVAP
(extrait du document graphique - schéma non opposable)

